



## OBI, l'Indice sur le budget ouvert

L'Enquête sur le budget ouvert évalue la mise à disposition au public par le gouvernement central de huit documents budgétaires clés dans chaque pays évalué, ainsi que l'exhaustivité, l'opportunité et l'utilité des données dans ces documents. L'enquête utilise des critères reconnus au niveau international pour évaluer le degré de transparence exercé par les organisations multilatérales, telles que le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et l'Organisation

internationale des institutions supérieures de contrôle (INTOSAI).

Les résultats des 95 questions sur les 125 contenues dans l'Enquête sur le budget ouvert sont utilisés pour calculer des scores objectifs et le classement de la transparence relative de chaque pays évalué. Ces scores composites constituent l'Open Budget Index (OBI, l'Indice sur le budget ouvert), la seule mesure indépendante et comparative de la transparence budgétaire dans le monde.

Le score de l'OBI 2012 obtenu par le Tchad s'élève à 3 sur 100, ce qui est bien inférieur à la moyenne de 43 pour l'ensemble des 100 pays évalués. Ce score est également inférieur à celui obtenu par ses voisins, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo et le Mali. Le score obtenu par le Tchad indique que le gouvernement fournit très peu d'informations sur le budget du gouvernement national et les activités financières au cours de l'exercice budgétaire. Il est donc difficile pour les citoyens de tenir le gouvernement responsable de sa gestion des fonds publics.

**Le score de l'OBI 2012 obtenu par le Tchad s'élève à 3 et a augmenté de manière marginale par rapport au score de 0 que le pays affichait en 2010.**

L'Indice sur le budget ouvert est composé de sous-scores pour chacun des huit documents budgétaires clés évalués dans l'enquête. Ces sous-scores représentent la moyenne des scores obtenus pour une série de questions de l'enquête qui mesurent la disponibilité et la quantité d'informations contenues dans les documents. Les sous-scores sont comparables dans tous les pays inclus dans l'enquête.

### Recommandations

Le score de l'Indice sur le budget ouvert obtenu par le Tchad a augmenté légèrement depuis le dernier cycle de l'Enquête sur le budget ouvert. Cependant, avec un score de 3 sur 100 en 2012, le gouvernement du Tchad a le potentiel d'accroître considérablement la transparence budgétaire en introduisant un certain nombre de mesures, dont certaines peuvent être réalisées très rapidement et avec un coût quasi nul pour le gouvernement.

L'International Budget Partnership recommande au Tchad de prendre les mesures suivantes pour améliorer la transparence budgétaire :

- Publication d'un Rapport préalable au budget, de la Projet de budget de l'exécutif, des Rapports en cours d'année, de la Revue de milieu d'année et du Rapport de fin d'année, qui sont tous actuellement produits pour un usage interne uniquement (des indications détaillées sur le contenu de ces documents peuvent être trouvées dans le guide suivant : <http://bit.ly/QGzHv8>). Selon l'Enquête sur le budget ouvert 2012, 47 pays publient un Rapport préalable au budget, y compris le Burkina Faso, le Cameroun et le Sénégal ; 79 pays publient la Projet de budget de l'exécutif, y compris le Burkina Faso, la République démocratique du Congo et le Mali ; 78 pays publient des Rapports en cours d'année ; y compris le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Mali et le Sénégal ; 29 pays publient une Revue de milieu d'année, bien qu'aucun pays de la région ne la publie actuellement ; et 72 pays publient un Rapport de fin d'année, y compris le Burkina Faso. Des liens renvoyant vers les documents budgétaires publiés par ces pays peuvent être consultés sur le site Internet de l'IBP à l'adresse : <http://bit.ly/P8NPOV>.
- Production et publication d'un Budget des citoyens. Des directives détaillées sur le contenu du Budget des citoyens peuvent être trouvées dans le guide suivant <http://bit.ly/QGzFmJ>. Selon l'Enquête sur le budget ouvert 2012, 26 pays publient un Budget des citoyens, y compris le Mali.
- Production et publication d'un Rapport d'audit (des directives détaillées sur ce document peuvent être trouvées dans le guide suivant : <http://bit.ly/QGzHv8>). Selon l'Enquête sur le budget ouvert 2012, 68 pays publient un Rapport d'audit, y compris le Cameroun, pays voisin.
- Augmenter l'exhaustivité du Budget approuvé en apportant des informations détaillées sur le programme (voir la question 101 du Questionnaire sur le budget ouvert).

## Le pouvoir des législatures et des institutions supérieures de contrôle dans la surveillance budgétaire

L'Enquête sur le budget ouvert examine la mesure dans laquelle un contrôle efficace est assuré par les législatures et les institutions supérieures de contrôle. Ces institutions jouent un rôle essentiel - souvent inscrit dans les constitutions nationales - dans la planification et la supervision de la mise en œuvre des budgets nationaux.

L'Enquête sur le budget ouvert évalue la manière dont les législatures assurent une surveillance efficace du budget en mesurant la performance des points suivants : les consultations avec l'exécutif avant la présentation du projet de budget à l'Assemblée législative, les capacités de recherche, le débat formel sur la politique budgétaire globale, les délais appliqués pour discuter et approuver le budget, l'autorité juridique permettant d'apporter des amendements au projet de budget, l'approbation des changements dans le budget des dépenses et les recettes excédentaires perçues, les pouvoirs budgétaires supplémentaires, l'autorité permettant d'approuver l'utilisation des fonds de prévoyance et l'examen des rapports d'audit.

L'Enquête sur le budget ouvert évalue si les institutions supérieures de contrôle sont habilitées à assurer une surveillance efficace du budget en utilisant les quatre indicateurs suivants : le pouvoir de démettre le responsable de l'institution supérieure de contrôle, le pouvoir juridique de contrôler les finances publiques, les ressources financières disponibles et la disponibilité de personnel qualifié en audit.

## Recommandations

L'International Budget Partnership recommande au Tchad de prendre les mesures suivantes pour renforcer le contrôle du budget :

- L'Assemblée Nationale doit mener un débat politique officiel préalablement à la présentation du Projet de budget de l'exécutif ; elle doit approuver les budgets supplémentaires et l'utilisation des fonds de prévoyance ; elle doit examiner tous les rapports d'audit (voir les questions 98 et 105-107 du Questionnaire sur le budget ouvert).
- Habilitier l'institution supérieure de contrôle (ISC) à mener les actions suivantes : l'ISC doit décider librement des audits qu'elle peut mener ; le niveau de financement de l'ISC doit être largement conforme aux ressources nécessaires pour que l'ISC remplisse sa mission ; l'ISC doit disposer de personnel qualifié pour effectuer les audits des agences du gouvernement central dans le secteur de la sécurité (voir les questions 92-94 du Questionnaire sur le budget ouvert).

### Le Tchad affiche des performances moyennes en matière de contrôle et de participation budgétaires en Afrique francophone

Pays	Pouvoir de la législature	Pouvoir de l'ISC	Participation publique
Bénin	Moyen	Moyen	Faible
Burkina Faso	Fort	Moyen	Faible
Cameroun	Feible	Feible	Faible
Mali	Fort	Fort	Faible
Niger	Moyen	Moyen	Faible
Sénégal	Feible	Moyen	Faible
Tchad	Moyen	Moyen	Faible
République démocratique du Congo	Moyen	Moyen	Faible

**Fort** : Score moyen supérieur à 66 sur 100 ; **Moyen** : Score moyen entre 34 et 66 ; **Faible** : Score moyen inférieur à 34

## Possibilités de participation du public

Les travaux de recherche et l'expérience de plaidoyer de la société civile au cours des 15 dernières années ont démontré que la transparence à elle seule ne suffit pas pour améliorer la gouvernance. Une transparence accompagnée de possibilités de participation du public en matière de budgétisation peut maximiser les résultats positifs associés à la transparence budgétaire. Par conséquent, l'Enquête sur le budget ouvert évalue les possibilités offertes au public de participer aux processus décisionnels dans le cadre du budget national. Ces opportunités peuvent être proposées tout au long du cycle budgétaire par l'exécutif, la législature et l'institution supérieure de contrôle.

Sur la base de ces indicateurs, l'Enquête sur le budget ouvert 2012 a conclu que au Tchad les opportunités pour le public de participer au processus budgétaire n'existent pas.

### Le Tchad a une grande marge de manœuvre pour améliorer la participation

Exigence	Résultat
<b>Processus suivi préalablement à la consultation</b>	
Exigence formelle de la participation du public (Q 114)	N'existe pas
Articulation des objectifs pour faire participer le public (Q 115)	N'existe pas
Articulation des objectifs pour faire participer le public (Q 115)	N'existe pas
<b>Processus de consultation</b>	
Mise en place de mécanismes par l'exécutif pour identifier la perspective du public pendant la planification budgétaire (Q 116)	N'existe pas
Audiences publiques à l'Assemblée législative sur le cadre budgétaire macroéconomique (Q 119)	N'existe pas
Audiences publiques à l'Assemblée législative sur les budgets des unités administratives (Q 120)	N'existe pas
Opportunités à l'Assemblée législative pour le public de témoigner pendant les audiences budgétaires (Q 121)	N'existe pas
Mécanismes élaborés par l'exécutif pour faire participer le public pendant l'exécution du budget (Q 117)	N'existe pas
L'institution supérieure de contrôle (ISC) maintient des mécanismes grâce auxquels le public peut participer au processus d'audit (Q 123)	N'existe pas
<b>Processus postérieur à la consultation</b>	
L'exécutif fournit au public une rétroinformation sur la manière dont les contributions ont été utilisées (Q 118)	N'existe pas
Publication par l'Assemblée législative de rapports accessibles au public sur les audiences budgétaires (Q 122)	N'existe pas
L'ISC fournit au public une rétroinformation sur la manière dont ses contributions ont été utilisées (Q 125)	N'existe pas

## Description de l'enquête, de la méthodologie, de la fiabilité et des coordonnées du chercheur

L'Enquête sur le budget ouvert est un instrument de recherche basée sur les faits qui utilise des phénomènes facilement observables pour évaluer ce qui se passe dans la pratique. Les conclusions des travaux de recherche sont généralement étayées par des citations et des commentaires, y compris des références à un document budgétaire, une loi ou tout autre document public ; une déclaration publique par un fonctionnaire du gouvernement ; ou les commentaires issus d'un entretien en face-à-face avec un fonctionnaire du gouvernement ou tout autre partie bien informée. L'Enquête est compilée à partir d'un questionnaire rempli pour chaque pays par les experts budgétaires indépendants qui ne sont pas associés au gouvernement national. Le questionnaire de chaque pays est ensuite examiné indépendamment par deux experts anonymes qui ne sont en aucun cas associés au gouvernement. En outre, l'IBP invite les gouvernements nationaux à commenter les résultats préliminaires de l'Enquête et prend ces commentaires en compte avant de finaliser les conclusions de l'enquête. Le processus de recherche pour 2012 a pris plus de 18 mois entre juillet 2011 et décembre 2012 et a impliqué près de 400 experts. L'Enquête sur le budget ouvert fournit une source fiable de données sur les pratiques nationales en matière de transparence budgétaire

## Recommandations

L'International Budget Partnership recommande au Tchad d'élargir la participation du public en matière de budgétisation en tenant compte des indicateurs de l'Enquête sur le budget ouvert dont les performances sont insuffisantes (voir le tableau ci-dessous et les questions 114-125 du Questionnaire sur le budget ouvert).

pour les gouvernements, les professionnels du développement, les médias et les citoyens. Les utilisateurs actuels des résultats de l'enquête comprennent l'Open Government Partnership, la Collaborative Africa Budget Reform Initiative (Initiative africaine de collaboration pour la réforme budgétaire), l'INTOSAI, la Banque mondiale et ses Indicateurs de gouvernance dans le monde, un certain nombre d'organismes d'aide bilatérale et d'agences régionales et internationales multilatérales. La publication de l'Enquête sur le budget ouvert 2012 a renforcé la position prééminente de l'Enquête comme référentiel des données mondiales sur la transparence, la participation et la responsabilité budgétaires.

Les travaux de recherche nécessaires pour compléter la présente Enquête sur le budget ouvert de ce pays ont été réalisés par Dr Antoine Doudjidingao and Dr Gilbert Maoundondji, Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad-Cameroun, BP: 4021, N'Djaména, Tchad, [doudjiantoine@gmail.com](mailto:doudjiantoine@gmail.com); [gilmagil66@yahoo.ca](mailto:gilmagil66@yahoo.ca).

Malgré des efforts répétés, il n'a pas été possible pour l'IBP d'obtenir les observations du gouvernement tchadien sur les résultats préliminaires du Questionnaire sur le budget ouvert.